

Burundi : la Belgique favorable à une observation électorale complète

@rib News, 07/01/2015 - Source Xinhua Le gouvernement belge est favorable à une observation électorale complète pouvant couvrir toutes les phases du processus électoral burundais de 2015, a déclaré mercredi à Bujumbura le ministre belge des Affaires Etrangères, M. Didier Reynders. "Il faudrait pouvoir mettre en place un processus d'observation électorale continu qui démarre dès maintenant, qui soit entamé en amont des élections, qui se poursuit pendant les élections et qui ira au-delà notamment lors du dépouillement. Parce qu'on veut vraiment pouvoir vérifier toutes les étapes de la procédure comme on en a débattu ce matin avec les représentants de la société civile burundaise", a précisé le chef de la diplomatie belge au sortir d'une audience auprès de son homologue burundais Laurent Kavakure.

La Belgique, a-t-il ajouté, voudrait s'assurer que l'on pourrait rouvrir le processus d'inscription pour l'enrôlement des Burundais qui n'ont pas l'occasion de se faire enrôler et ainsi consolider l'inclusivité tant souhaitée lors des prochains scrutins. "J'ai insisté sur cet aspect lors de mon entretien avec mon collègue burundais de l'Intérieur. On cherche vraiment la meilleure façon d'accompagner le processus électoral burundais de 2015 à travers une observation électorale sans faille. Car, la seule façon de respecter les clauses de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi(AAPRB) d'août 2000, c'est de faire sorte qu'on soit dans la logique d'une élection inclusive où toutes les parties prenantes se sentent vraiment représentées". A la question de savoir pourquoi la Belgique plaide pour le respect des clauses de l'AAPRB, M. Reynders a indiqué que pour contribuer à la consolidation de la stabilité d'une sous-région africaine des Grands Lacs "longtemps tumultueuse", la communauté internationale doit veiller à ce que cet accord burundais de paix ayant permis de sortir d'une dure période de violences, soit respecté et mis en œuvre régulièrement notamment à travers le recours aux mécanismes électoraux.